

publics et privés qui feront souvent pencher la balance en notre faveur. Un Accord de libre-échange nord-américain encouragera de plus en plus les investisseurs à fonder leurs décisions sur les avantages économiques et non sur des obstacles artificiels.

Le Mexique est déjà le meilleur partenaire commercial du Canada en Amérique latine, même si les échanges commerciaux bilatéraux n'ont atteint que 2,4 milliards de dollars l'année dernière. Ce chiffre devrait toutefois doubler d'ici à 1995, et ce, pour de bonnes raisons.

Le Mexique subit présentement des transformations économiques d'envergure. Les efforts qu'il déploie pour rétablir son équilibre budgétaire depuis huit ans sont sans pareil dans le monde occidental. C'est pourquoi le solde primaire du secteur public mexicain enregistre un excédent depuis huit ans. Au cours de la même période, les dépenses publiques ont diminué pendant que les recettes augmentaient considérablement.

La privatisation a aussi été un rouage clé du programme de réforme économique du Mexique. Il existait, en 1982, 1 155 sociétés d'État : 770 ont été privatisées, fusionnées ou liquidées jusqu'à maintenant, et 165 autres sont en train de l'être. Il ne reste plus que 120 sociétés d'État au Mexique. Ce qui est encore plus important, c'est que ce dessaisissement a aidé à améliorer la productivité globale de l'économie du Mexique, ainsi que les finances publiques. Dans le secteur financier, la reprivatisation des banques commerciales constitue la mesure la plus importante prise par le Mexique.

J'ai fait allusion plus tôt aux signaux d'alarme pour la compétitivité canadienne qui se font entendre depuis quelque temps, et j'ai dit que notre gouvernement s'efforçait de s'y attaquer de front.

D'autres ministres et moi-même sommes en train de préparer une stratégie d'élaboration de politiques et de consultations publiques conçue pour aborder en détail des piliers de la compétitivité canadienne que sont la formation spécialisée, les sciences et la technologie, le capital et les investissements, ainsi qu'un aspect sur lequel j'aimerais dire quelques mots maintenant, soit la nature de l'union économique interne du Canada, son marché intérieur, et le rôle que ces questions jouent dans le débat national en cours sur la réforme constitutionnelle.

D'après l'Association des manufacturiers canadiens, quelque 500 obstacles intérieurs au commerce interprovincial au Canada coûtent aux Canadiens 6 milliards de dollars par année. Ces obstacles nuisent à notre compétitivité intérieure et extérieure. Le Canada a besoin d'un véritable marché commun et de resserrer

son union économique pour assurer la prospérité de tous les Canadiens.